

France Le 13 juillet, dans un climat d'espoir, Nicolas Sarkozy lançait en grande pompe une Union pour la Méditerranée aux lendemains encore très incertains.



AFP



Nicolas Sarkozy et le président syrien Bashar al Assad, invité surprise du sommet de l'UPM à Paris.

La poignée de main espérée secrètement par Nicolas Sarkozy entre Bashar al Assad et Ehud Olmert n'a pas eu lieu.

UPM : plus qu'une belle affiche?

Le spectacle était impressionnant : pas moins de 43 chefs d'Etat et de gouvernement ont répondu présent. Les 27 pays de l'Union européenne étaient représentés, ainsi que la quasi-totalité des pays de la rive sud de la Méditerranée. Même le très controversé président syrien Bashar al Assad était de la partie. Seul absent – peu déploré d'ailleurs – la Libye du colonel Mouammar Kadhafi boycottant une rencontre qu'il a qualifiée de «terrifiante». Une telle affiche pour le sommet de lancement de l'Union pour la Méditerranée (UPM) dimanche 13 juillet à Paris est incontestablement une réussite pour le président français Nicolas Sarkozy. Un dispositif de sécurité à la hauteur de l'événement a été déployé : le secteur du Grand Palais, où avait lieu le sommet, était bouclé, les policiers déployés se tenaient en état d'alerte tandis que des hélicoptères survolaient continuellement la capitale.

Bachar al Assad en vedette
LA VEILLE DU LANCEMENT, Nicolas Sarkozy recevait au Palais de l'Élysée Bachar al Assad et son homologue libanais Michel Sleimane. Au terme de la rencontre, tous deux ont annoncé leur volonté d'établir des relations diplomatiques entre Damas et Beyrouth ; une décision saluée comme «historique» par Nicolas Sarkozy. Il semble en effet que le changement de cap de la poli-

tique syrienne soit sérieux, notamment après que la Syrie ait permis, avec le Qatar, l'élection d'un président au Liban en mai, puis la formation d'un gouvernement juste avant le sommet de l'UPM.
Bachar al Assad s'est par ailleurs dit prêt à entretenir avec Israël des relations «normales», avec échange d'ambassades et traités bilatéraux, en cas d'accord de paix entre les deux pays. A rappeler que des négociations indirectes via la Turquie sont en cours entre la Syrie et Israël, formellement en guerre depuis 1948. Le premier ministre israélien Ehud Olmert a fait allusion de son côté à ces discussions en souhaitant qu'elles soient «prochainement directes». En revanche, la poignée de main espérée secrètement par Nicolas Sarkozy entre Bachar al Assad et Ehud Olmert n'a pas eu lieu. Si le retour-éclair de la Syrie sur la scène internationale lors de ce sommet était assez extraordinaire, cela n'a pas empêché les vives critiques de la part de l'opposition, d'associations de défense des droits de l'homme et de militaires, protestant contre la présence de Bachar al Assad sur les Champs-Élysées lors du défilé du 14 juillet.
Autre volet diplomatique essentiel de ce sommet : les dirigeants palestiniens Mahmoud Abbas et israéliens Ehud Olmert se sont également rencontrés à l'Élysée sous l'égide de Nicolas Sarkozy, dimanche, peu avant l'ouverture du sommet. Suite à l'entretien, Ehud Olmert a déclaré qu'Israéliens et Palestiniens n'ont «jamais

été aussi proches d'un accord» de paix. De quoi faire rêver davantage le président français. Reste à voir si ces belles déclarations seront suivies d'actes concrets, mais de grands doutes persistent, notamment en raison de la situation dans laquelle se trouve le premier ministre israélien dans son pays, les accusations de corruption à son égard se faisant de plus en plus pressantes.
Marathon diplomatique
QUANT À NICOLAS SARKOZY, il n'a de fait pas manqué cette occasion pour se positionner en «faiseur de paix» au Proche-Orient et s'est enorgueilli d'avoir replacé Bachar al Assad dans le jeu diplomatique, d'avoir obtenu de la Syrie et du Liban la promesse de nouer des relations diplomatiques et d'avoir réuni à l'Élysée Ehud Olmert et Mahmoud Abbas. Pour Kader Abderrahim, chercheur à l'IRIS spécialiste du monde arabe, il s'agissait là d'«un grand show médiatique au cours duquel Nicolas Sarkozy a marqué au moins deux points sur le plan diplomatique. D'abord, réussir à rassembler tous les chefs d'Etat du pourtour méditerranéen est un coup de force qui était loin d'être assuré au départ. Deuxièmement, obtenir de la Syrie qu'elle accepte enfin d'ouvrir une ambassade à Beyrouth constitue un pas considérable. Jusqu'à présent, la Syrie a toujours refusé de considérer que le Liban est un Etat à part entière. Accepter d'ouvrir une ambassade, c'est admettre la souveraineté libanaise.» A l'issue d'une séance plénière de quatre heures au Grand Palais, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté



dimanche une déclaration d'une dizaine de pages marquant l'acte de naissance de l'UPM dont les principaux points politiques concernent l'exemption de la région d'armes de destruction massive, l'effort démocratique et le respect des droits de l'homme, le soutien au Processus de paix israélo-palestinien, la lutte concertée contre le terrorisme ainsi que le maintien du Processus de Barcelone. Pour ce qui est des projets fixés

dans le cadre de l'UPM, six ont été retenus par la Commission de Bruxelles pour être symboliquement lancés au sommet : autoroutes de la mer, dépollution de la Méditerranée, protection civile, plan solaire méditerranéen, université euro-méditerranéenne et Agence de développement des PME/PMI.
Avec les dirigeants israéliens et arabes assis autour d'une même table ronde, le sommet de

l'UPM s'est voulu pour un temps symbole du dialogue. Mais aucune photo officielle rassemblant tous les dirigeants n'a été prise. Pour cela, certaines rivalités sont encore trop grandes. A cet égard, Nicolas Sarkozy n'a pas tort d'affirmer qu'«il y a beaucoup de travail.» De nombreuses questions déterminantes sont restées en suspens comme celles du financement des projets régionaux, du lieu du prochain sommet, de la localisation du siège du secrétariat général – qui fait l'objet de rivalités entre Tunis, Barcelone, Malte, Rabat et Marseille – ou encore celle de la nationalité de son titulaire. Interrogé sur les chances d'aboutissement de l'UPM en comparaison avec ce qui a été réalisé depuis le lancement du Processus de Barcelone en 1995, Abderrahim reste prudent : «Au sein de l'UPM, on trouve beaucoup plus de sucre que de farine. La principale question à propos de cette UPM – qui est une belle et grande idée – c'est celle des moyens budgétaires. Or, on voit bien que les pays de l'UE n'ont pas envie d'y investir de l'argent, estimant qu'il y a déjà le Processus de Barcelone qui pompe les fonds européens pour cela. Dès l'instant où l'UPM devient l'un des volets du Processus de Barcelone je ne vois pas comment cette nouvelle institution pourrait apporter quelque chose de nouveau. Ensuite, il va falloir gérer les subtilités entre les différents pays membres. Ça fait beaucoup de difficultés à surmonter avant de pouvoir imaginer lancer des projets. Quelle va donc être la valeur ajoutée de l'UPM?» La question est ouverte et ce, probablement sur le long terme.
AMINA BOUBIA